



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/353
18 juin 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 63 de la liste préliminaire*

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

Lettre datée du 17 juin 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir la deuxième édition du Rapport sur le Grand voyage pour la paix : cinq questions posées aux gouvernements et leurs réponses (voir annexe), qui est présenté à l'Organisation des Nations Unies. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce rapport comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 63 de la liste préliminaire.

Le Gouvernement suédois a suivi avec un vif intérêt ce Grand voyage pour la paix. Il a également pris note de l'intérêt que vous aviez manifesté personnellement pour cette initiative, notamment lorsque le rapport préliminaire vous a été remis à l'ONU le 6 décembre 1986.

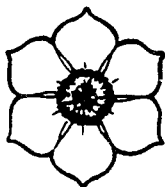
Les responsables de cette initiative ont reçu de nouvelles réponses de gouvernements aux cinq questions posées. Le rapport a donc été mis à jour et c'est cette version que je vous adresse maintenant pour distribution.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Suède auprès
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Anders FERM

* A/42/50 et Corr.1.



LE GRAND VOYAGE POUR LA PAIX

Secrétariat international, BP 228, S-75104 UPPSALA, (Suède), tél. 018-101237,
101239, PG 143148-5

Bureau de vente, BP 163, S-37201 RONNEBY (Suède), tél. 0457-12620

PRESIDENTE : Inga Thorsson, VICE-PRESIDENTES : Karin Söder, Save the Children Fund (SCF), Kerstin Grebäck, Women for Peace (WfP), SECRETAIRE : Eva Hägerstrand, WfP, TRESORIERE : Birgitta Lorentzi, Women's International League for Peace and Freedom (WILPF), Kerstin Blomberg, SCF, Aino Blomqvist, Campagne nationale contre l'énergie nucléaire, Lars Carlzon, évêque em., Astrid Einarsson, WILPF, Elisabeth Gerle, WILPF, Björn Hojér, IOGT/NTO, Bror Perjus, Krister Stendahl, évêque, SECRETAIRE GENERALE : Gunilla Banks.

INTRODUCTION

INGA THORSSON

Présidente du projet du Grand voyage pour la paix

"Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre et à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage..."

Ces paroles souvent citées, par lesquelles s'ouvre le préambule de la Charte des Nations Unies, constituent le fondement même du Grand voyage pour la paix : cinq questions posées aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Ce projet, conçu en Suède, a pris une ampleur mondiale; il s'agit d'une activité continue qui a pour but de renforcer l'Organisation des Nations Unies en rappelant aux Etats Membres l'engagement de préserver la paix et de favoriser le développement qu'ils ont pris en adhérant à la Charte des Nations Unies.

Les cinq questions, énoncées ci-après, sont donc étroitement liées à la Charte.

1. Etes-vous prêt à introduire une législation nationale qui garantisse que les forces de défense nationale, y compris "les conseillers militaires", ne quitteront pas le territoire national à des fins militaires (sauf pour servir dans les forces de maintien de la paix de l'ONU)
 - si tous les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies s'engagent à faire de même?
2. Etes-vous prêt à prendre des mesures visant à interdire dans votre pays la fabrication, la possession, le stockage et l'emploi d'armes de destruction massive, y compris d'armes nucléaires, qui menacent de détruire les conditions indispensables au maintien de la vie sur la Terre
 - si tous les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies s'engagent à faire de même?
3. Etes-vous prêt à prendre des mesures visant à empêcher votre pays de fournir à d'autres pays du matériel militaire et des moyens techniques de fabrication d'armements
 - si tous les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies s'engagent à faire de même?
4. Etes-vous prêt à oeuvrer en faveur d'une répartition des ressources de la Terre qui assurerait aux hommes du monde entier tout ce qui est essentiel à la vie : eau potable, nourriture, soins de santé élémentaires et éducation?
5. Etes-vous prêt à faire en sorte que tout différend dans lequel votre pays pourrait se trouver impliqué un jour soit réglé par les moyens pacifiques stipulés à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies et non par la menace ou l'emploi de la force?

/...

Il ressort des premiers mots du préambule de la Charte que, lorsque les gouvernements des Etats Membres agissent dans le cadre de l'ONU, ils agissent au nom de leurs peuples. Les peuples ont donc le droit de demander à leur gouvernement ce qu'il a fait pour préserver la paix, pour appliquer de véritables mesures de désarmement, pour réaffecter à des objectifs civils constructifs, notamment la promotion du développement économique et social des pays en développement, les ressources actuellement utilisées à des fins militaires, et pour résoudre les différends entre Etats par des moyens pacifiques, en application de l'Article 33 de la Charte des Nations Unies.

Ce qui est en jeu, c'est la survie même des peuples. Ceux-ci ont donc le droit d'exiger des réponses à leurs questions. Les gouvernements ont le devoir de répondre. Ils sont comptables envers leurs peuples.

La teneur et les objectifs des cinq questions se passent de commentaires. Quelques mots cependant sur la question No 5. Dans leur réponse, certains gouvernements ont mentionné l'Article 51 de la Charte, qui énonce le droit de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas d'une agression armée. La réponse à cet argument se trouve dans la question No 1 : si tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies s'engageaient effectivement à ne pas laisser leurs forces armées quitter leur territoire, aucun Etat Membre ne pourrait faire l'objet d'une agression armée.

Les responsables du Grand voyage pour la paix et les milliers de partisans fidèles et résolus dans le monde entier n'ont pas la naïveté de croire que si tous les gouvernements répondent positivement aux cinq questions, le monde serait brusquement transformé. Les problèmes en jeu sont extrêmement graves et complexes. Mais nous sommes convaincus que, lorsque la survie de l'humanité sur la seule terre que nous ayons est en question, il faut une approche nouvelle et des initiatives nouvelles. Nous sommes convaincus que les peuples doivent intervenir dans le processus politique en entamant un dialogue honnête avec leur gouvernement. Nous sommes convaincus qu'en invitant les gouvernements à répondre par écrit aux cinq questions et en leur rappelant les engagements qu'ils prennent ainsi, le Grand voyage pour la paix peut contribuer à renforcer les fondements sur lesquels des négociations internationales véritables pourraient s'engager, principalement dans le cadre de l'ONU.

Nous avons adressé les cinq questions par écrit aux gouvernements de tous les Etats Membres de l'ONU en les priant de bien vouloir y répondre. Jusqu'à présent, le Grand voyage pour la paix s'est effectué en trois étapes : la première, en mai 1985, a consisté en visites dans des capitales européennes; la deuxième, en octobre-novembre 1986, s'est déroulée dans des capitales d'Afrique, d'Amérique latine, du Pacifique sud et de l'Asie ainsi que du Canada; et, enfin, les capitales des deux superpuissances ont fait l'objet de la troisième étape, le 5 décembre 1986.

Faute de ressources financières et de temps, il n'a pas été possible de prévoir des contacts personnels avec les gouvernements des 159 Etats Membres. Des délégations se sont rendues dans 97 capitales et il a été décidé de ne pas prendre contact avec un Etat Membre, la République sud-africaine.

De toute évidence, il a fallu attendre un certain temps avant de recevoir les réponses écrites des gouvernements, en particulier de ceux qui malheureusement n'avaient été contactés que par écrit. Nous avons été très heureux de voir la précision des réponses de certains gouvernements. Le Conseil saisit cette occasion pour remercier les gouvernements des Etats Membres de l'ONU de l'attitude généralement positive qu'ils ont adoptée à l'égard de l'initiative du Grand voyage pour la paix.

Le 9 décembre 1986, alors que l'Année internationale de la paix était presque terminée, un rapport préliminaire sur les résultats de cette entreprise a été remis au Secrétaire général. Le Conseil du Grand voyage pour la paix estime maintenant qu'il importe de présenter un rapport plus complet, fût-il résumé, sur les réponses des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies aux cinq questions.

Ce projet mondial se poursuivra en 1987 et en 1988 avec diverses mesures de suivi en vue notamment de maintenir le précieux réseau international qui a été mis en place.

Nous formons l'espoir que le Grand voyage pour la paix contribuera dans une certaine mesure au succès des efforts que déploie l'Organisation des Nations Unies pour édifier un monde où la sécurité de l'humanité et le respect et la dignité de la personne prévaudront.

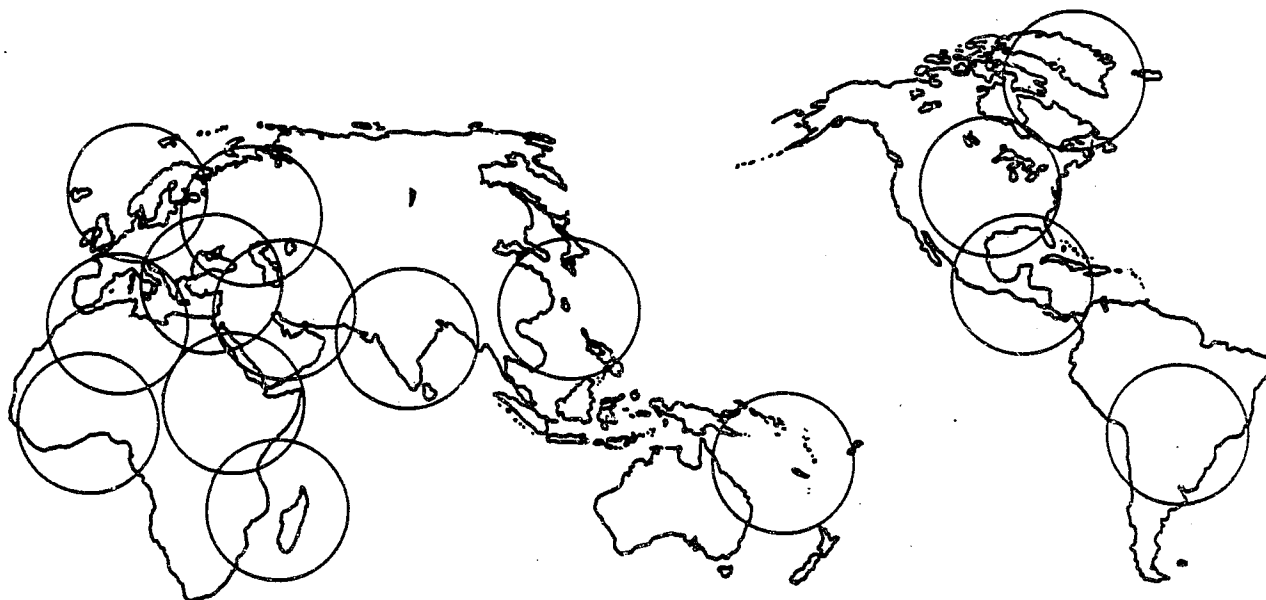
Au 29 avril 1987, les Etats Membres de l'ONU suivants avaient répondu par l'affirmative aux cinq questions :

Algérie	Guatemala	Pérou
Argentine	Guinée-Bissau	Philippines
Australie	Hongrie	Pologne
Autriche	Iles Salomon	Portugal
Bangladesh	Inde	République centrafricaine
Belgique	Indonésie	République démocratique allemande
Botswana	Irlande	République démocratique populaire lao
Brésil	Islande	République-Unie de Tanzanie
Bulgarie	Israël	Roumanie
Burkina Faso	Jamahiriya arabe libyenne	Rwanda
Cameroun	Japon	Sao Tomé-et-Principe
Cap-Vert	Kenya	Sénégal
Chili	Liban	Somalie
Chine	Luxembourg	Soudan
Chypre	Malaisie	Sri Lanka
Colombie	Maldives	Suède
Costa Rica	Malte	Tchécoslovaquie
Côte d'Ivoire	Maroc	Thaïlande
Cuba	Mexique	Tunisie
Danemark	Mozambique	Turquie
Djibouti	Népal	Union des Républiques socialistes soviétiques
Egypte	Nicaragua	Uruguay
El Salvador	Niger	Vanuatu
Equateur	Nigéria	Viet Nam
Espagne	Norvège	Yougoslavie
Ethiopie	Nouvelle-Zélande	Zambie
Fidji	Ouganda	Zimbabwe
Finlande	Pakistan	
Gambie	Panama	
Grèce	Papouasie-Nouvelle-Guinée	

Au total, à ce jour, 87 Etats Membres de l'ONU, représentant quelque 3 milliards 790 millions d'habitants. 81 réponses par écrit. 15 réponses affirmatives ont été reçues depuis décembre 1986.

LE GRAND VOYAGE POUR LA PAIX - CINQ QUESTIONS POSEES AUX GOUVERNEMENTS

Des délégations internationales ont rendu visite aux gouvernements d'Etats Membres de l'ONU dans les 15 régions du monde suivantes :



PREMIERE ETAPE, mai 1985

EUROPE

DEUXIEME ETAPE,
octobre-novembre 1986

AFRIQUE DU NORD
AFRIQUE DU NORD-EST
AFRIQUE DU SUD-EST
AFRIQUE DE L'OUEST
MOYEN-ORIENT
IRAN, IRAQ (délégation non reçue)
ASIE DU SUD
ASIE DU SUD-EST, CHINE ET JAPON
AUSTRALIE ET PACIFIQUE
AMERIQUE DU NORD
AMERIQUE CENTRALE
AMERIQUE DU SUD

TROISIEME ETAPE,
3 décembre 1986

UNION SOVIETIQUE
ETATS-UNIS

Réponses aux cinq questions

1	2	3	4	5	Pays	Personnalité qui a reçu la délégation
EUROPE, mai 1985						
	+				Allemagne, République fédérale d'	Pr Schreckenbergr, Secrétaire d'Etat au cabinet du Chancelier
+	+	+	+	+	Autriche	Fred Sinowatz, Chancelier fédéral
+	+	+	+	+	Belgique	Guido Vansina, Chef du Département de l'Europe occidentale au Ministère des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Bulgarie	Lyuben Godsev, Ministre adjoint des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Chypre	Président Spiros Kyprianou
+	+	+	+	+	Danemark	Uffe Ellemann-Jensen, Ministre des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Espagne	Felipe González, Premier Ministre
+	+	+	+	+	Finlande	Seppo Lindblom, Premier Ministre par intérim
					France	Mme Renouard, Chef adjoint de la Division politique au Ministère des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Grèce	Yannis Kapsis, Ministre adjoint des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Hongrie	Jozsef Benyi, Ministre adjoint des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Irlande	Nuala Fennel, Ministre d'Etat à la condition féminine
+	+	+	+	+	Islande	Steingrímur Hermannsson, Premier Ministre
+		+	+	+	Italie	Bruno Corti, Ministre adjoint des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Luxembourg	Jaques Santer, Premier Ministre
+	+	+	+	+	Malte	Alex Trigona, Ministre des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Norvège	Svenn Stray, Ministre des affaires étrangères

1	2	3	4	5	Pays	Personnalité qui a reçu la délégation
+	+				Pays-Bas	Hans van den Broek, Ministre des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Pologne	Ryszard Wojna, Président de la Commission parlementaire des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Portugal	Le Ministre adjoint des affaires étrangères
+	+	+	+	+	République démocratique allemande	Oskar Fischer, Ministre des affaires étrangères, 12 juin 1986
+	+	+	+	+	Roumanie	Stefan Andrei, Ministre des affaires étrangères
					Royaume-Uni de Grande-Bretagne	Richard Luce, Ministre d'Etat au désarmement
+	+	+	+	+	Suède	Olof Palme, Premier Ministre
+	+		+	+	Suisse	M. Piance, Ambassadeur, Chef de la Division politique au Ministère des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Tchécoslovaquie	(Lettre)
+	+	+	+	+	Yougoslavie	Jan Jernej, membre du Conseil exécutif fédéral
AFRIQUE DU NORD, septembre-octobre 1986						
+	+	+	+	+	Algérie	Smail Hamdani, Secrétaire général au Ministère des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Jamahiriya arabe libyenne	Colonel Muammar Qadhafi, chef de la révolution
+	+	+	+	+	Maroc	Ali Skalli, Ambassadeur, Ministère des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Tunisie	M. Mahmoud Mestiri, Secrétaire d'Etat, Ministère des affaires étrangères
AFRIQUE DU NORD-EST, octobre 1986						
+	+	+	+	+	Djibouti	M. B. Farah, Ministre des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Ethiopie	Mengistu Haile Mariam, Président du PMAC
+	+	+	+	+	Kenya	Elijah Mwangale, Ministre des affaires étrangères

1	2	3	4	5	Pays	Personnalité qui a reçu la délégation
+	+	+	+	+	Ouganda	Samson Kisekka, Premier Ministre
+	+	+	+	+	République centrafricaine	N'Gai Voueto, Ministre des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Rwanda	François Ngarukiyintwali, Ministre des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Somalie	Mohamed Ali Hammud, Ministre d'Etat des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Soudan	Président Ahmed al Mirghani
AFRIQUE DU SUD-EST, octobre 1986						
+	+	+	+	+	Botswana	Président Quett Masire
					Malawi	La délégation n'a pas été reçue
+	+	+	+	+	Mozambique	Daniel S. Mbanze, Ministre adjoint des affaires étrangères
+	+	+	+	+	République-Unie de Tanzanie	Président Ali Hassan Mwinyi
					Swaziland	(Changement de premier ministre, réponse par lettre annoncée)
+	+	+	+	+	Zambie	Président Kenneth Kaunda
+	+	+	+	+	Zimbabwe	S. Muzenda, Premier Ministre adjoint
AFRIQUE DE L'OUEST, septembre-octobre 1986						
+	+	+	+	+	Burkina Faso	Président Thomas Sankara
+	+	+	+	+	Cameroun	(Lettre de René Sadi, Directeur du cabinet civil, au nom du Président Paul Biya)
+	+	+	+	+	Cap-Vert	(Lettre signée par le Président Aristides Pereira)
+	+	+	+	+	Côte d'Ivoire	Lazeni Coulibaly, Ministre d'Etat, membre du Comité exécutif et du Bureau politique
+	+	+	+	+	Gambie	Mathew Yaya Baldeh, Secrétaire parlementaire, Ministère des affaires étrangères

1	2	3	4	5	Pays	Personnalité qui a reçu la délégation
+	+	+	+	+	Guinée-Bissau	(Message téléphonique du Ministère des affaires étrangères)
+	+	+	+	+	Niger	(Réponses et commentaires du Ministre des affaires étrangères et de la coopération, selon une lettre signée par Adamou Seydou, conseiller, ambassade du Niger à Bonn)
+	+	+	+	+	Nigéria	(Lettre signée "le Gouvernement")
+	+	+	+	+	Sao Tomé-et-Principe	(Lettre signée par le Président Manuel Pinto da Costa)
+	+	+	+	+	Sénégal	(Télex du Ministre des affaires étrangères)
MOYEN-ORIENT, octobre 1986						
+	+	+	+	+	Egypte	Boutros Gali, Ministre des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Israël	Shlomo Hillel, porte-parole du Parlement (réponses signées par Shimon Peres, Premier Ministre)
					Jordanie	M. Tukan, Ministre adjoint des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Liban	Président Amin Gemayel et M. Rashid Karami, Premier Ministre
+	+	+	+	+	Turquie	Teoman Sürenkök, Sous-Directeur général des affaires politiques bilatérales
IRAN, IRAQ						
La délégation n'a pas été reçue						
ASIE DU SUD, octobre 1986						
+	+	+	+	+	Bangladesh	Président Hossain Mohammad Ershad
+	+	+	+	+	Inde	Rajiv Gandhi, Premier Ministre
+	+	+	+	+	Maldives	Fathulla Jameel, Ministre des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Népal	Marish Singh Shrestha, Premier Ministre

1 2 3 4 5	Pays	Personnalité qui a reçu la délégation
+ + + + +	Pakistan	Président Zia Ul Haq et Mohammed Khan Junejo, Premier Ministre
+ + + + +	Sri Lanka	Shahul Hameed, Ministre des affaires étrangères
	ASIE DU SUD-EST, CHINE ET JAPON, octobre 1986	
+ + + + +	Chine	Qi Hua Yuan, Ministre adjoint des affaires étrangères
+ + + + +	Indonésie	Agus Tarmizi, Directeur général par intérim des affaires politiques au Ministère des affaires étrangères
+ + + + +	Japon	Sadayuki Hayashi, Sous-Directeur général du Bureau de l'ONU
+ + + + +	Malaisie	Abdul Kadir B. Hj., Sheikh Fadzir, Ministre adjoint des affaires étrangères
+ + + + +	Philippines	Mita Pardo de Tavera, Ministre des affaires sociales et du développement
+ + + + +	République démocratique populaire lao	Poomee Vongvichit, Premier Ministre adjoint
	Singapour	La délégation n'a pas été reçue
+ + + + +	Thaïlande	Prapas Limpra Pandh, Ministre adjoint des affaires étrangères
+ + + + +	Viet Nam	Hoang Binh Son, Ministre adjoint des affaires étrangères
	AUSTRALIE ET PACIFIQUE, octobre-novembre 1986	
+ + + + +	Australie	Bill Hayden, Ministre des affaires étrangères
+ + + + +	Fidji	David Toganivalu, Premier Ministre adjoint
+ + + + +	Iles Salomon	Sir Peter Kenilorea, Premier Ministre
+ + + + +	Nouvelle-Zélande	David Lange, Premier Ministre
+ + + + +	Papouasie- Nouvelle-Guinée	Legu Vagi, Ministre des affaires étrangères

1 2 3 4 5	Pays	Personnalité qui a reçu la délégation
+ + + + +	Vanuatu	Walter H. Lini, Premier Ministre
AMERIQUE DU NORD, Octobre 1986		
+ + + +	Canada	Jean-Guy Hudon, Secrétaire parlementaire aux affaires étrangères (réponse confirmée par lettre signée par Brian Mulroney, Premier Ministre)
AMERIQUE CENTRALE, octobre 1986		
+ + + +	Barbade	(Lettre signée par B. R. Collymore, Secrétaire permanent du cabinet du Premier Ministre, d'ordre du Premier Ministre
+ + + + +	Costa Rica	Carlos Rivera Bianchini, Ministre adjoint des affaires étrangères
+ + + + +	Cuba	Isidoro Marmierca, Ministre des affaires étrangères
+ + + + +	El Salvador	Benjamin Gonzalez Coto, Directeur de la politique étrangère au Ministère des affaires étrangères
+ + + + +	Guatemala	Président Vinicio Cerezo
	Honduras	
+ + + + +	Mexique	Victor Flores Olea, Ministre des affaires multilatérales
+ + + + +	Nicaragua	Alesandro Bendana, Directeur général du Ministère des affaires étrangères
+ + + + +	Panama	José M. Cabrera Jovane, Ministre adjoint des affaires étrangères
AMERIQUE DU SUD, octobre 1986		
+ + + + +	Argentine	(Lettre signée par Jorge F. Sabato, Ministère des affaires étrangères, au nom du Président Raul Alfonsin)
+ + + + +	Brésil	(Lettre signée par S. Pontes Nogueira, Ambassadeur à Stockholm, d'ordre du Gouvernement)

1	2	3	4	5	Pays	Personnalité qui a reçu la délégation
+	+	+	+	+	Chili	(Lettre du Président Augusto Pinochet)
+	+	+	+	+	Colombie	Ester Lozano de Rey, Ministre adjoint des affaires étrangères
+	+	+	+	+	Equateur	Vice-Président Blasco Peñaherrera
+	+	+	+	+	Pérou	(Note du Gouvernement, non signée)
+	+	+	+	+	Uruguay	Enrique Iglesias, Ministre des affaires étrangères
					Venezuela	
+	+	+	+	+	UNION SOVIETIQUE, décembre 1986	
						Vadim V. Zagladin, Premier Président adjoint, Département international, Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (confirmé par lettre signée par Michail S. Gorbatchev, Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique)
+				+	ETATS-UNIS, décembre 1986	
						Jon Gundersen, Chef de division de la politique de sécurité internationale, Agence pour la limitation des armements et le désarmement
